

LONDA 2025

Rapport sur les droits numériques et l'inclusion en Afrique

Sierra Leone

Rapport national



PARADIGM
INITIATIVE



LONDA 2025

Rapport sur les droits numériques et l'inclusion en Afrique

Rapport produit et publié par Paradigm Initiative
Avril 2026

Cette publication peut être reproduite à des fins non commerciales sous n'importe quelle forme, à condition que le crédit approprié soit accordé aux éditeurs et que l'œuvre soit présentée sans aucune déformation.

Copyright ©2026 Paradigm Initiative

374 Borno Way, Yaba, Lagos, Nigeria.
media@paradigmhq.org
www.paradigmhq.org



Licence Creative Commons Attribution
- Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de
Modification (CC BY-NC-ND)

ISBN: 978-978-68-6631-4



Sierra Leone

Jonette-Ann Matilda O. Greene

Résumé

Ce rapport s'appuie sur des informations provenant de diverses sources, notamment des rapports d'organisations de défense des droits des médias, des sites web d'institutions gouvernementales, des articles et des communiqués de presse. Le rapport national est évalué à l'aide de l'indice TheScore de Paradigm Initiative, qui évalue la conformité avec la Déclaration de principes sur la liberté d'expression et l'accès à l'information de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples. Il examine des domaines thématiques clés, notamment l'accès à Internet et l'inclusion numérique; la liberté d'expression en ligne et

l'accès à l'information; la protection des données et le cyber sécurité; la vie privée et la surveillance; les développements dans les TIC et les technologies émergentes; et le Fonds de service universel.

Les conclusions soulignent des progrès notables dans la participation des parties prenantes aux projets de législation, tels que le projet de loi sur la protection des données, les modifications apportées à la loi sur le droit d'accès à l'information et l'expansion de la pénétration d'Internet soutenue par les politiques numériques nationales. Cependant, l'analyse identifie également des défis persistants, notamment l'utilisation abusive de la loi de 2021 sur le cyber sécurité et la criminalité, qui restreint la liberté d'expression en ligne; les coupures récurrentes d'Internet pen-

dant les périodes politiquement sensibles; les préoccupations croissantes en matière de vie privée liées aux systèmes biométriques; et les profondes inégalités d'accès au numérique pour les populations rurales, les femmes et les groupes à faibles revenus.

Afin de renforcer la protection des droits

numériques, le rapport recommande de modifier les dispositions des lois sur la cybersécurité qui limitent les droits des citoyens, d'adopter et d'appliquer un cadre complet de protection des données, d'accroître la transparence autour de la surveillance étatique, d'étendre l'accès à une connectivité abordable et de donner la priorité aux initiatives inclusives en matière de culture numérique.



Introduction

Depuis 2016, la Sierra Leone a réalisé des progrès notables dans le renforcement des droits numériques dans le contexte plus large des réformes démocratiques. L'une des étapes les plus importantes a été l'abrogation en 2020 de la partie V de la loi de 1965 sur l'ordre public, qui a dépenalisé la diffamation et la diffamation séditeuse. Cette réforme a contribué à une amélioration substantielle de l'environnement de la liberté de la presse dans le pays, comme en témoigne la progression de la Sierra Leone dans le Classement mondial de la liberté de la presse, passant de la 85^e place en 2019 à environ la 46^e place en 2024.

La connectivité numérique s'est également développée, le taux de pénétration d'Internet passant d'environ 13 % en 2018 à plus de 30 % d'ici à 2025,¹ grâce à des initiatives telles que la Politique nationale de développement numérique (NDDP). Entre 2023 et 2025, aucune coupure d'Internet n'a été enregistrée, y compris pendant les élections de 2023, ce qui indique une légère amélioration en matière de perturbations d'Internet dans le pays. On observe également une amélioration de la collaboration entre le gouvernement et la société civile dans les processus politiques, comme en témoignent les consultations plus

inclusives sur la législation numérique émergente, ainsi que l'élaboration en cours du projet de loi sur la protection des données.²

Malgré ces avancées, la Sierra Leone continue de faire face à des défis persistants et structurels en matière de droits numériques. La loi de 2021 sur le cyber sécurité et la criminalité a été fréquemment utilisée pour cibler les discours en ligne, conduisant à des arrestations et des enquêtes qui ont contribué à instaurer un climat d'autocensure parmi les journalistes, les blogueurs et les défenseurs des droits humains. La fracture numérique reste un obstacle majeur à une transformation numérique inclusive, les communautés rurales, les femmes et les groupes à faibles revenus étant disproportionnellement exclus d'un accès à Internet abordable et fiable.

En outre, l'expansion rapide des systèmes d'identification biométrique et des capacités de surveillance numérique a exacerbé les préoccupations relatives à la vie privée et à la protection des données en l'absence d'un cadre juridique complet. Bien que les initiatives politiques en cours témoignent d'un engagement en faveur du renforcement de la gouvernance numérique, les lacunes dans l'application de la loi, les capacités

1. Ministère de l'Information et de l'Éducation civique <https://moice.gov.sl/moice-press-conference-tuesday-21-janvier-2025/> (consulté le 12 janvier 2026).
2. Ministère de l'Information et de l'Éducation civique <https://moice.gov.sl/moice-concludes-final-national-validation-of-the-data-protection-and-right-to-access-information-bill-2025> (consulté le 12 janvier 2026).

institutionnelles limitées et les inégalités socio-économiques continuent d'entraver l'alignement de la Sierra Leone sur les normes régionales et internationales en matière de droits de l'homme, notamment la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples (CADHP).

Accès à Internet

La connectivité Internet s'améliore lentement, mais avec une transformation notable. Début 2025, 1,80 million de personnes utilisaient Internet, ce qui a porté le taux de pénétration en ligne à 20,7%, et 1,15 million (13,2%) étaient des utilisateurs de réseaux sociaux. Les téléphones mobiles constituent le principal moyen d'accès, mais on estime que 79% de la population reste hors ligne en raison d'une faible utilisation effective d'Internet et de la possession de plusieurs cartes SIM.³ Un fossé important persiste entre les zones urbaines et rurales: 45% de la population vit dans les centres urbains, principalement à Freetown et dans les capitales provinciales, et bénéficie d'une meilleure

couverture, de débits plus rapides, de multiples FAI et d'options de haut débit fixe telles que la fibre optique ou le sans-fil fixe,⁴ tandis que 55% de la population des zones rurales dépend de réseaux 2G qui ne permettent qu'une navigation ou une messagerie limitées.⁵ La couverture 4G de la population est passée à 79% en 2025 (contre environ 70%),⁶ améliorant l'accès dans les zones semi-rurales, et des opérateurs comme Africell et Orange poursuivent la modernisation de leurs réseaux, notamment le projet pilote 5G d'Orange lancé en septembre 2023 dans le quartier central des affaires de Freetown.⁷

Accessibilité financière

Le coût d'accès est élevé, et les prix des données mobiles sont environ cinq fois supérieurs au seuil d'accessibilité financière recommandé par l'ONU. Le smartphone le moins cher coûte environ quatre mois de salaire moyen, soit environ 800 leones (environ 33 dollars américains).⁸ Fin 2022, la NATCOM de Sierra Leone a annoncé une augmentation nationale des tarifs des données mobiles de plus de 150 %, ce qui a déclenché une levée

3. DataReportal <https://datareportal.com/reports/digital-2025-sierra-leone?ts2.tech#:~:text=,include%20access%20to%20the%20internet> (consulté le 6 novembre 2025).
4. Stratégie nationale de la Sierra Leone pour le haut débit 2023-2028 <https://mocti.gov.sl/wp-content/uploads/2024/12/National-Broadband-Strategy>. (consulté le 6 novembre 2025).
5. La Société d'Internet Pulse <https://pulse.internetsociety.org/en/reports/sl/> (consulté le 6 novembre 2025).
6. Comme ci-dessus, n-5.
7. Le Journal Le Calabash « Orange Sierra Leone lance la première technologie 5G à l'essai à Freetown » (2023) <https://thecalabashnews.com/orange-sierra-leone-launches-1st-5g-trial-technology-in-freetown/> (consulté le 29 octobre 2025).
8. Commission du haut débit pour le développement durable <https://www.broadbandcommission.org/advocacy-targets/2-affordability/> (consulté le 5 novembre 2025).
9. Autorité nationale des communications <https://www.natca.gov.sl/wp-content/uploads/2023/11/Public-Notice-23.pdf> (consulté le 5 novembre 2025).

de boucliers et une suspension temporaire,¹⁰ mais les prix ont tout de même augmenté en 2023, alourdissant encore davantage la charge pour les utilisateurs. En novembre 2023, Africell facturait 2 Le (environ 0,08 \$ US) pour 100 Mo (un jour), 2 Le (environ 0,81 \$ US) pour 1 Go par mois, 120 Le (environ 4,8 \$ US) pour 6 Go et 300 Le (environ 12 \$ US) pour 15 Go,¹¹ tandis qu'Orange propose des forfaits similaires (par exemple, 2,6 Go pour environ 52 Le, soit environ 2 \$ US).¹² Bien que ces prix semblent bas au Go, ils restent inabordables dans un pays à très faible revenu comme la Sierra Leone.¹³ Malgré ces progrès, l'Internet mobile reste un luxe pour de nombreux Sierra-Léonais, qui limitent souvent leur utilisation à des services peu gourmands en données tels que Facebook Basics et WhatsApp.

La connectivité numérique et les infrastructures de réseau ont progressé progressivement, avec une couverture étendue et une fiabilité améliorée, en particulier dans les zones provinciales, dans le cadre du Programme de transformation numérique du gouvernement. Ce programme a étendu le réseau national de fibre optique de huit à

quatorze districts et a fait passer le nombre de sites de réseaux mobiles de 798 en 2019 à 1 405 en 2025.¹⁴

Les performances se sont améliorées en 2023, Ookla faisant état d'une augmentation de 52 % des débits Internet, avec des vitesses de téléchargement moyennes d'environ 17,63 Mbps pour le haut débit mobile et fixe.¹⁵ En 2024-2025, Orange et Africell ont affiché des résultats mitigés, avec des débits moyens de 16,40 Mbps (Orange) et 12,15 Mbps (Africell) en janvier 2024,¹⁶ passant à 16,95 Mbps pour Orange mais tombant à 7,57 Mbps pour Africell en janvier 2025.¹⁷

La fracture numérique est à la fois un déficit de couverture et un déficit d'accessibilité financière. Même là où la couverture réseau existe en dehors des zones urbaines, de nombreux habitants des zones rurales n'ont pas les moyens de s'offrir un smartphone ou un forfait de données. Début 2025, le taux de pénétration de l'Internet en milieu rural restait inférieur à 10 %, tandis que le taux de pénétration en milieu urbain était nettement

10. Sierraloaded « NATCOM suspend les nouveaux tarifs des données Internet » (2022) <https://sierraloaded.sl/news/natcom-suspends-new-internet-data-prices/> (consulté le 2 novembre 2025).
11. Sierraloaded « Les prix des données augmentent en Sierra Leone alors que les opérateurs mobiles concluent un accord avec le gouvernement » <https://sierraloaded.sl/news/data-prices-surge-sierra-leone-mobile-companies-government-agreement/> (consulté en novembre 2025).
12. Comme ci-dessus, n – 14.
13. L'avenir de l'Afrique avec l'AUDA-NEPAD <https://futures.issafrica.org/geographic/countries/sierra-leone/> (consulté le 7 novembre 2025).
14. Ministère de l'Information et des Communications, « Rapport d'étape sur le programme national de transformation numérique » (2025) <https://mocti.gov.sl/wp-content/uploads/2025/08/Lite-2025-Sierra-Leone-Innovates-Digital-Government-Summit-Newsletter.pdf>
15. Ookla (2024). Speedtest Global Index : Données sur les performances Internet en Sierra Leone. <https://www.speedtest.net/global-index> (consulté le 29 octobre 2025).
16. SpeedChecker Insights (2024). Rapport sur la vitesse des données mobiles : Sierra Leone <https://insights.speedchecker.com/africa/sierra-leone/sl-january-2024/> (consulté le 29 octobre 2025)
17. SpeedChecker Insights (2024). Rapport sur la vitesse des données mobiles : Sierra Leone <https://insights.speedchecker.com/africa/sierra-leone/sl-january-2025/> (consulté le 29 octobre 2025).

plus élevé en raison d'une meilleure qualité du réseau et de revenus plus élevés.¹⁸ La réduction des disparités entre zones urbaines et rurales reste un défi politique majeur, comme en témoignent les stratégies gouvernementales et les programmes de connectivité rurale soutenus par les bailleurs de fonds.¹⁹

Les résultats de l'étude analytique n° 83 de l'Enquête démographique et de santé (EDS) 2021 en Sierra Leone ont révélé que seulement 12 % des femmes et 21 % des hommes utilisaient Internet au moins une fois par semaine, tandis que 43 % des femmes et 64 % des hommes possédaient un téléphone mobile.²⁰ Le fossé entre les zones rurales et urbaines est particulièrement marqué: 24 % des femmes rurales possédaient un téléphone portable, contre 65 % des femmes urbaines, et 50 % des hommes ruraux, contre 81 % des hommes urbains.²¹

À l'échelle nationale, seuls 27 % de la population avaient accès à l'Internet mobile et 12

% à l'Internet haut débit en 2021, ce qui signifie que les utilisateurs d'Internet représentaient moins d'un tiers de la population totale.²² Ces chiffres mettent en évidence les inégalités persistantes en matière d'accès au numérique et le besoin urgent de politiques inclusives pour combler les écarts tant en termes d'accessibilité financière que de couverture.

Perturbations de l'accès à Internet

En mars 2018, les autorités ont coupé l'accès à Internet et à tous les services de communication mobile après la fermeture des bureaux de vote lors du second tour de l'élection présidentielle, apparemment pour empêcher la diffusion des résultats.²³ En août 2022, une coupure d'Internet à l'échelle nationale s'est produite au milieu de manifestations contre le coût élevé de la vie et les pénuries alimen

18. Banque mondiale (2024). Rapport de diagnostic sur l'économie numérique en Sierra Leone. <https://documents.worldbank.org/en/publication/documents-reports/documentdetail/185761624271466646/sierra-leone-digital-economy-diagnostic> (consulté le 7 novembre 2025).
19. Ministère de l'Information et des Communications, « Stratégie nationale de transformation numérique (2023-2027) », 2023 <https://www.mots.gov.zm/wp-content/uploads/2023/10/National-Digital-Transformation-Strategy.pdf> (consulté le 7 novembre 2025).
20. Statistics Sierra Leone (Stats SL), « Études analytiques n° 83 de l'enquête démographique et sanitaire (EDS) de la Sierra Leone », 2021, <https://www.statistics.sl/index.php/sierra-leone-demographic-and-health-survey.html> (consulté le 7 novembre 2025).
21. Comme ci-dessus, n – 37.
22. Union internationale des télécommunications (UIT) « Indice de développement des TIC et statistiques sur la pénétration d'Internet » 2023 <https://www.itu.int/itu-d/reports/statistics/idi2023/> (consulté le 7 novembre 2025).
23. ARTICLE 19 « Les autorités coupent l'accès à Internet lors des manifestations et des élections » <https://www.article19.org/reader/global-expression-report-2018-19/regional-overviews/africa-regional-overview/authorities-shut-down-the-internet-around-protests-and-elections/> (consulté le 27 octobre 2025).
24. CNN « Coupure d'Internet alors que des manifestants partageaient des images de violences policières. Enquête de CNN » <https://edition.cnn.com/videos/world/2022/08/24/sierra-leone-protests-internet-cut-off-pkg-pol-glase-intl-l-dn-vpx.cnn> (consulté le 27 octobre 2025).

taires,²⁴ coïncidant avec des affrontements entre manifestants et policiers qui ont fait des victimes et causé des dégâts matériels. Alors que les autorités ont coupé l'accès au fur et à mesure que les événements se déroulaient, Zoodlabs Sierra Leone a attribué cette coupure à une maintenance technique d'urgence, une affirmation largement remise en question en raison de son timing.²⁵

Entre 2023 et 2025, aucune coupure d'Internet n'a été enregistrée, y compris pendant les élections de 2023, ce qui indique des progrès modestes. Cependant, malgré la fréquence réduite des coupures, le respect de la Charte africaine sur le droit à l'information reste faible.²⁶

Liberté d'expression

en ligne et accès à

l'information

La liberté d'expression en ligne est de plus en plus menacée, les arrestations de journal-

istes, de militants et de blogueurs créant un climat de peur.

La Constitution de la Sierra Leone de 1991, section 25(1) (²⁷), garantit la liberté d'expression, y compris le droit d'avoir des opinions et de diffuser des informations sans ingérence; la section 25(2) autorise des restrictions dans l'intérêt public, à condition qu'elles soient nécessaires et proportionnées, conformément à l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et au Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

L'abrogation en 2020 de la partie 5 de la loi de 1965 sur l'ordre public a marqué une avancée significative dans la défense de la liberté d'expression en ligne en Sierra Leone, car elle a supprimé les sanctions pénales pour diffamation seditieuse et publication de fausses informations, qui avaient historiquement été utilisées pour réprimer la dissidence et le journalisme. Cette mesure a été largement saluée par les médias, comme elle aligne la législation nationale sur les normes internationales favorisant les recours civils plutôt que les sanctions pénales.²⁸ Toutefois, ces progrès sont tempérés par les restrictions persistantes prévues par l'article 44 de la loi sur la cybersécurité et la cybercriminalité, qui porte sur le cyberharcèlement et la cyberintimidation. Cet article a été invoqué

25. Zoodlabs Sierra Leone <https://twitter.com/ZoodlabsS/status/15574329535417221> (consulté le 2 novembre 2025).

26. Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, art. 9.

27. Constitution de la Sierra Leone de 1991, art. 25(1) <https://www.sierra-leone.org/Laws/constitution1991.pdf> (consulté le 7 novembre 2025).

28. Fondation des médias de l'ouest de l'Afrique, « Un coup de pouce majeur pour la liberté de la presse: la Sierra Leone abroge la loi pénale sur la diffamation après 55 ans », 2020, <https://mfwa.org/major-boost-for-press-freedom-as-sierra-leone-scraps-criminal-libel-law-after-55-years/> (consulté le 7 novembre 2025).

pour arrêter et poursuivre des utilisateurs des réseaux sociaux pour des contenus en ligne jugés abusifs ou insultants,²⁹ y compris des propos critiques à l'égard du gouvernement.

Ces questions ont attiré l'attention de l'Association des journalistes de Sierra Leone (SLAJ), du Groupe de coordination pour la réforme des médias (MRCG), de la Commission pour le droit d'accès à l'information (RAIC) et de la Commission indépendante des médias (IMC), qui ont fait part de leurs préoccupations quant au fait que la loi sur la cybercriminalité porte atteinte au droit fondamental à la liberté d'expression et qu'elle ne devrait pas être utilisée pour réprimer la dissidence, soulignant son utilisation à des fins d'intimidation et d'arrestations liées à l'expression en ligne.³⁰

La loi de 2013 sur le droit d'accès à l'information renforce la transparence en accordant aux citoyens le droit d'accéder aux informations détenues par les autorités publiques et en créant la Commission du droit d'accès à l'information (RAIC) chargée de superviser la mise en œuvre de la loi et de traiter les plaintes.³¹ La loi fait actuellement l'objet d'un

amendement visant à renforcer davantage la Commission. Entre décembre 2024 et mai 2025, la RAIC a enregistré 92 demandes d'informations à l'échelle nationale, dépassant le total de l'année précédente qui était inférieur à 40. Les demandes se répartissaient comme suit: région occidentale (37, 80 % approuvées); région méridionale (16, 1 refus); région orientale (25, 90 % approuvées, 2 en attente); et région septentrionale (15, 10 acceptées). Ces chiffres reflètent une sensibilisation croissante du public et une meilleure conformité, comme l'a reconnu la Conférence internationale des commissaires à l'information (ICIC) de 2025.³²

La RAIC a renforcé son engagement auprès du public par le biais d'actions de sensibilisation dans les médias, notamment l'émission bihebdomadaire « RAIC Hour » sur SLBC TV, des interventions de³³ sur AYV, des visites de sensibilisation régionales, des³⁴ s et des projets de conférences publiques à l'échelle nationale dans les universités. Sur le plan numérique, la Commission a lancé une plateforme de demande en ligne couvrant 50 ministères, départements et agences (MDA), permettant la soumission simultanée aux

29. La maison blanche de Sierra Leone <https://statehouse.gov.sl/sierra-leones-president-julius-maada-bio-signs-cybersecurity-and-crime-law-praises-bipartisan-support-in-parliament/> (consulté le 7 novembre 2025).
30. Sierraloaded « La SLAJ s'inquiète de la mise en œuvre de la loi sur la cybercriminalité » <https://sierraloaded.sl/news/slj-raises-concern-implementation-cyber-law/> (consulté le 7 novembre 2025).
31. Loi de 2013 sur le droit d'accès à l'information <https://www.sierra-leone.org/Laws/2013-02.pdf> (consulté le 1er novembre 2025).
32. La RAIC Sierra Leone se distingue dans le rapport régional sur l'Afrique présenté lors de l'ICIC 2025 à Berlin <https://raic.gov.sl/index.php/all-categories-list/press-release/raic-sierra-leone-excels-in-africa-regional-report-at-icic-2025-in-berlin> (consulté le 1er novembre 2025).
33. Commission pour le droit d'accès à l'information « La RAIC signe un protocole d'accord avec la SLBC pour promouvoir l'accès à l'information » <https://raic.gov.sl/index.php/all-categories-list/news/raic-signs-mou-with-slbc-to-promote-access-to-information> (consulté le 1er novembre 2025).

MDA et à la RAIC, avec des projets d'extension à l'échelle nationale.

La RAIC a maintenu une collaboration étroite avec le ministère de l'Information et de l'Éducation civique concernant les modifications de la loi et du projet de loi sur la protection des données.

En juin 2025, la Haute Cour a confirmé l'autorité de la RAIC en infligeant une amende de 70 000 000 Le (environ 2 848 418 USD) à la Banque de Sierra Leone pour non-conformité.³⁵ La Commission a également infligé une amende de 70 000 leones (environ 2 848 dollars américains) au conseil municipal de Freetown à la suite d'une plainte pour non-réponse à une demande d'accès à l'information concernant le terrain de loisirs de l'école municipale Ephraim J. Robinson.³⁶

Malgré ces avancées, des défis majeurs persistent. Une culture du secret omniprésente au sein des institutions publiques continue d'entraver la transparence. De plus, le faible niveau de divulgation proactive reste un problème pour les 79 institutions concernées l'année dernière ; à peine plus de 50 d'entre elles ont satisfait pleinement aux

exigences de conformité, et de nombreuses institutions ne disposent pas de sites web ou de plateformes numériques pour partager les données publiques.³⁷ Bien que le cadre de la RAIC s'aligne globalement sur les normes internationales, telles que la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, des lacunes dans sa mise en œuvre continuent de limiter son efficacité.

Censure et suppression

de contenu

Les rapports de transparence de Facebook ont fait état de quatre demandes émanant du gouvernement entre 2021 et 2023; en 2021, il y a eu trois demandes: l'une a été effectuée dans le cadre d'une procédure judiciaire, tandis que les deux autres ont été formulées au titre de la divulgation d'urgence. En 2023, une seule demande du gouvernement a été documentée. En outre, Google a signalé une demande de la police de Sierra Leone le 31 décembre 2012 visant le retrait de 60 vidéos

34. Commission du droit d'accès à l'information « Les bureaux régionaux de la RAIC se joignent à la célébration du 10e anniversaire » <https://raic.gov.sl/index./all-categories-list/press-release/raics-regional-offices-join-10th-anniversary-celebration> (consulté le 1er novembre 2025).
35. Commission du droit d'accès à l'information « La RAIC remporte une victoire juridique contre la Banque de Sierra Leone » (2025) <https://raic.gov.sl/index.php/all-categories-list/press-release/raic-secures-legal-victory-over-bank-of-sierra-leone-in-landmark-freedom-of-information-case> (consulté le 1er novembre 2025).
36. « La RAIC inflige une amende de 70 000 le au conseil municipal de Freetown pour non-divulgation d'informations » <https://raic.gov.sl/index.php/all-categories-list/news/raic-fines-freetown-city-council-le-70-000-for-failing-to-release-information> (consulté le 1er novembre 2025).
37. « La RAIC engage le dialogue avec les parties prenantes sur l'accès numérique à l'information et la conformité à Makeni » <https://raic.gov.sl/index.php/all-categories-list/press-release/raic-engages-stakeholders-on-digital-access-to-information-and-compliance-in-makeni> (consulté le 1er novembre 2025).

YouTube liées à des actes de violence.³⁸

De telles mesures peuvent être justifiées en vertu de la loi de 2020 sur la cybercriminalité, car celle-ci accorde de larges pouvoirs discrétionnaires pour restreindre les contenus jugés « offensants » ou « menaçants » sans garanties claires en matière de nécessité, de proportionnalité, de transparence ou de contrôle.

Autocensure

L'autocensure est très répandue parmi les particuliers, les journalistes et les défenseurs des droits humains, en particulier les femmes journalistes, en raison de la crainte d'être arrêtés, harcelés ou victimes de représailles en vertu de lois telles que la loi sur la cybercriminalité. Un cas notable est celui de la journaliste Umu Thoronka, qui a été licenciée de la Sierra Leone Broadcasting Corporation (SLBC) en juillet 2024 après avoir publié une vidéo TikTok montrant une femme interrogeant le président Julius Maada Bio sur la hausse du coût de la vie et des denrées alimentaires lors d'une réunion publique prés-

identielle. La direction de la SLBC a jugé que la vidéo critiquait le président.³⁹

À la suite de son licenciement, Mme Thoronka a signalé avoir fait l'objet d'intimidations, de menaces de mort en ligne et de visites à son domicile par des individus non identifiés. Après que ses plaintes auprès de la SLAJ, de femme in the Media Sierra Leone (WIMSAL) et d'autres organismes n'aient obtenu aucune réponse du gouvernement, elle a fui le pays. WIMSAL et RFK droit d'homme ont par la suite déposé une requête en son nom devant la Cour de justice de la Communauté de la CEDEAO. Des incidents comme celui-ci ont intensifié l'autocensure chez les femmes journalistes et militantes, créant un effet dissuasif qui sape les protections constitutionnelles et les normes internationales en matière de liberté d'expression.⁴⁰

38. Rapport de transparence de Google « Demandes de retrait de contenu émanant des pouvoirs publics – Sierra Leone » <https://transparencyreport.google.com/government-removals/overview?hl=en> (consulté le 17 novembre 2025).
39. Actualités du forum Seirra Leone <https://forumnews-sl.com/ecowas-court-petition-highlights-the-pervasive-challenges-faced-by-women-journalists-in-west-africa/> (consulté le 4 novembre 2025).
40. Droit d'homme de Robert F. Kennedy <https://www.facebook.com/RFKHumanRights/posts/-case-updatesierra-leonean-journalist-umu-thoronka-endured-years-of-sexual-haras/1229387102567248/> (consulté en novem-

Liberté d'expression

et accès à

l'information

Entre 2020 et 2025, des arrestations et des poursuites pour des propos tenus en ligne ont eu lieu de manière sporadique, souvent en vertu des dispositions de la loi sur la cybercriminalité ou de lois antérieures. Dans le Classement mondial de la liberté de la presse 2024, la Sierra Leone s'est classée 64^e sur 180 pays (score de 64,27), soit une baisse de 10 places par rapport à 2023,⁴¹ Reporters sans frontières ayant noté une pression politique accrue sur les médias.⁴²

Parmi les cas documentés, on peut citer :

- Thomas Dixon (juin 2024): victime d'attaques et de menaces en ligne suite à des commentaires sur la Première dame ; la SLAJ a condamné ces actes d'intimidation.
- Joy Bayoh Esq. (juin 2024): arrêtée pour cyber harcèlement présumé à la suite d'une publication sur Facebook ; libérée sous caution et l'affaire a été classée

sans suite.

- La maire Yvonne Aki-Sawyer (octobre 2025): menacée publiquement de destitution à la suite de remarques critiquant les priorités du gouvernement lors d'une émission de radio.

Ces cas illustrent une tendance à l'application sélective de la loi et à l'intimidation, renforçant l'autocensure et affaiblissant les protections de la liberté d'expression et de l'accès à l'information en Sierra Leone.

Désinformation sexiste

La désinformation sexiste est un sujet de préoccupation croissant en Sierra Leone ; elle circule principalement sur les réseaux sociaux pour cibler et décourager les femmes en politique et dans d'autres professions de premier plan.

Cette forme de désinformation implique souvent des contenus faux, exagérés ou provocateurs qui sapent la compétence et la moralité des femmes, souvent par le biais de la sexualisation et de préjugés psychologiques. Une

bre 2025).

41. <https://wadr.org/sierra-leone--perd-10-places-dans-le-classement-mondial-de-la-liberte-de-la-presse-2024/> (consulté en novembre 2025).

42. Reporters sans frontières (RSF) <https://rsf.org/en/rsf-world-press-freedom-index-2025-economic-fragility-leading-threat-press-freedom> (consulté le 8 novembre 2025).

43. Groupe de coordination pour la réforme des médias, « treizième édition du rapport sur la liberté de la presse » <https://mrcgonline.org/wp-content/uploads/2025/05/THIRTEENTH-EDITION-PRESS-FREEDOM-REPORT-2024.pdf> (consulté le 21 octobre 2025).

étude réalisée en 2022 par l'Association des femmes journalistes de Sierra Leone (SLAW-IJ) a révélé que 64 % des femmes journalistes avaient été victimes de menaces, de harcèlement ou de violences, dont une grande partie en ligne.⁴⁵ En décembre 2021, le rappeur Alhaji Amadu Bah (LAJ) a publié une vidéo sur Facebook dans laquelle il insultait la directrice de Radio Democracy, Asmaa James, en réponse à un reportage de sa station, et a proféré une remarque menaçante. Reporters sans frontières a condamné ces propos, les qualifiant d'« obscènes, honteux, irresponsables et dangereux », et a saisi cette occasion pour appeler à la fin du harcèlement en ligne des journalistes en Sierra Leone.⁴⁶

Bien que la Sierra Leone se soit engagée à respecter plusieurs cadres internationaux en matière d'égalité des sexes, tels que la Convention de l'Union africaine sur la cyber sécurité et la protection des données personnelles, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW), et ait adopté des lois et stratégies nationales telles que la loi sur la cyber sécurité de 2021, la stratégie de protection des données de 2022, la Politique nationale des TIC de 2011 et la Loi nationale

sur les télécommunications de 2006, ces cadres restent généraux et ne contiennent pas de dispositions spécifiques traitant des défis et des violations particuliers auxquels les femmes sont confrontées dans l'espace numérique.⁴⁷

Protection des données et cyber sécurité

La Sierra Leone ne dispose pas encore d'une loi complète sur la protection des données. Le projet de loi sur la protection des données de 2025 a achevé sa validation nationale finale et est en attente d'adoption.⁴⁸

Dans l'intervalle, des garanties partielles existent en vertu de l'article 22 de la Constitution de 1991 (droit à la vie privée) et de la loi sur les télécommunications de 2006, qui offre une protection limitée aux données de télécommunications. En juin 2025, lors d'une consultation nationale sur la politique numérique, le ministre de l'Information et de l'Éducation civique, Chernor Bah, a réaffirmé l'engagement du gouvernement en faveur de la liberté de la presse, de la vie privée et d'un journalisme responsable, annonçant que la

44. <https://www.globalparliamentofmayor> (consulté le 3 novembre 2025).

45. Sierralii « La situation du cyber-harcèlement en Sierra Leone : où est la loi ? » <https://sierralii.gov.sl/articles/2023-12-08/Hump-hrina/the-state-of-cyber-bullying-in-sierra-leone-where-is-the-law> . (consulté en novembre 2025).

46. Association des femmes journalistes de Sierra Leone (2022) « Menaces contre les femmes occupant des fonctions publiques en Sierra Leone » <https://www.internewslocalvoices,globalchange> (consulté le 3 novembre 2025).

47. Fondation des médias de l'ouest de l'Afrique « Les droits des femmes en ligne en Sierra Leone : lacunes des politiques nationales et recommandations » 2023 <https://mfwa.org/publication/womens-rights-online-in-sierra-lone-national-policy-gaps-and-recommendations/> (consulté en novembre 2025).

48. Ministère de l'Information et de l'Éducation civique « Le MoICE achève la validation nationale finale du projet de

politique des médias et de l'information ainsi que la politique des archives et des documents avaient été soumises au Conseil des ministres pour approbation à l'issue de consultations nationales.⁴⁹

La Sierra Leone ne dispose actuellement d'aucune autorité dédiée à la protection des données. Les responsabilités en matière d'application de la loi et d'enquête sont assumées par le Département des enquêtes criminelles (CID), l'Unité de lutte contre la cybercriminalité et le Centre national de coordination du cyber sécurité (NCSCC). Le projet de loi sur la protection des données devrait, une fois adopté, créer une autorité indépendante et mettre en place des mécanismes de recours individuels.

La loi de 2021 sur la cyber sécurité et la cybercriminalité érige en infraction pénale l'accès non autorisé, l'altération et la suppression de données informatiques ainsi que l'usurpation d'identité, avec des peines pouvant aller jusqu'à cinq ans d'emprisonnement et des amendes pouvant atteindre 500 millions de leones.⁵⁰

En août 2025, le Congrès de tous les peuples (APC) a signalé une violation présumée des données sur son portail dédié aux membres

de la diaspora, faisant état de la suppression, de la modification et de l'insertion non autorisées de dossiers de membres, ce qui a suscité de graves inquiétudes quant à l'intégrité des données et à la sécurité des données à caractère personnel.⁵¹ Par ailleurs, lors de l'arrestation de Sylvia Blyden, son ordinateur portable et son téléphone auraient été saisis et consultés, ce qui a suscité des inquiétudes quant à l'accès non autorisé aux données.

La loi sur la cybercriminalité prévoit des pouvoirs d'enquête excessivement étendus qui soulèvent des préoccupations en matière de droits de l'homme. L'article 10, paragraphe 5, autorise les autorités à étendre les perquisitions aux systèmes connectés sans nouvelle autorisation judiciaire, ce qui risque d'entraîner des perquisitions numériques intrusives. Les articles 13 et 14 permettent l'interception en temps réel du trafic et des données de contenu sans garanties claires ni contrôle indépendant.

L'article 44(2) (b) criminalise les messages électroniques jugés « insultants », « importuns » ou suscitant de la « mauvaise volonté »⁵² en utilisant des termes vagues susceptibles de restreindre la critique légitime

loi de 2025 sur la protection des données et le droit d'accès à l'information » <https://moice.gov.sl/moice-concludes-final-national-validation-of-the-data-protection-and-right-to-access-information-bill-2025/> (consulté en novembre 2025).

49. Ministère de l'Information et de l'Éducation civique « Le ministre réaffirme son engagement en faveur de la liberté de la presse et des droits numériques lors du dialogue national sur les politiques » <https://moice.gov.sl/minister-reaffirms-commitment-to-press-freedom-and-digital-rights-at-national-policy-dialogue-organised-by-paradigm-initiative-and-the-media-reform-coordinating-group/> (consulté le 27 octobre 2025).

50. Loi de 2021 sur la cyber sécurité et la criminalité, partie V, article 33. <https://mocti.gov.sl/wp-content/uploads/2024/12/Sierra-Leone-Cyber-Crime-Act-2021.pdf> (consulté en novembre 2025).

51. Actualités du Forum Sierra Leone <https://forumnews-sl.com/alleged-data-breach-and-identity-theft-in-apc-di>

et la dissidence. Début 2025, l'influenceuse sur les réseaux sociaux Hawa Hunt a été arrêtée en vertu de cette loi pour avoir prétendument transmis des « messages insultants » critiquant le président et la première dame.⁵³

La Sierra Leone a signé en 2016 la Convention de l'UA sur le cyber sécurité et la protection des données à caractère personnel, également connue sous le nom de Convention de Malabo, mais ne l'a pas encore ratifiée.⁵⁴ Alors que le pays s'appuie actuellement sur la loi de 2006 sur les télécommunications pour des garanties limitées, le projet de loi sur la protection des données, finalisé le 7 novembre 2025 après des consultations nationales, vise à aligner la législation nationale sur les meilleures pratiques internationales et à renforcer la protection des droits numériques.⁵⁵

Identités numériques et

implications en matière de

droits de l'homme

En 2021, la Sierra Leone a lancé ses premiers permis de conduire biométriques dans

le pays en délivrant un permis de conduire biométrique au président de la Sierra Leone.⁵⁶

Selon l'Autorité de sécurité routière de Sierra Leone (SLRSA), ce permis comprend une puce intelligente, un code QR, des dispositifs de sécurité renforcés et une intégration à la base de données de l'Autorité nationale d'état civil. Si ces mesures renforcent l'authenticité et la surveillance de la sécurité routière, elles soulèvent également d'importantes questions concernant la vie privée, la protection des données et les risques d'abus en l'absence d'un cadre complet de protection des données.⁵⁷

Vie privée et surveillance

La loi sur le cyber sécurité autorise la surveillance étatique mais ne prévoit pas d'exigences claires en matière de nécessité et de proportionnalité, ce qui soulève des conflits potentiels avec l'article 4 de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples (CADHP). La loi sur la protection des données est toujours en cours d'élaboration, et il n'existe pas de cadre réglementaire complet régissant les données biométriques ou facia

[aspora-membership-portal-a-crisis-that-demands-swift-action/](#) (consulté le 23 octobre 2025).

52. Fondation des médias de l'ouest de l'Afrique <https://mfwa.org/how-sierra-leon-is-hiding-behind-the-fight-against-cybercrime-to-abuse-digital-rights/> (consulté en novembre 2025).
53. Le Guardian « Les craintes grandissent pour la santé d'une influenceuse des réseaux sociaux arrêtée en direct à la télévision en Sierra Leone » <https://www.theguardian.com/global-development/2025/feb/10/social-media-influencer-sierra-leone-hawa-hunt?> (consulté en novembre 2025).
54. Convention de l'Union africaine sur la cybersécurité et la protection des données à caractère personnel <https://au.int/en/treaties/african-union-convention-cyber-security-and-personal-data-protection> (consulté le 23 octobre 2025).
55. Ministère de l'Information et de l'Éducation civique « Début des consultations nationales sur la première loi sur la protection des données de la Sierra Leone » <https://moice.gov.sl/nationwide-consultations-begin-on-sierra-le>

les, le partage des données ou la responsabilité algorithmique.⁵⁸ Ces lacunes soulèvent de graves préoccupations en matière de droits de l'homme, augmentent le risque de surveillance de masse et de violations de la vie privée.

Le 16 janvier 2025, la police a officiellement annoncé la mise en place de systèmes de vidéosurveillance à Freetown et dans d'autres grandes zones provinciales du pays, décrits par les médias locaux comme des installations de « vidéo intelligente » destinées à la prévention de la criminalité, un déploiement qui permet implicitement l'utilisation de la reconnaissance faciale dans les espaces publics.⁵⁹

En 2024, le gouvernement a étendu les systèmes de biométrie faciale par l'intermédiaire de l'Autorité nationale d'enregistrement civil (NCRA) et de la police de Sierra Leone. La NCRA a lancé un système national d'identification biométrique combinant empreintes digitales et données faciales, avec un enregistrement mobile débutant en décembre 2024 et des contrôles de vérification à l'échelle nationale à partir de janvier 2025.⁶⁰

À la mi-2025, plus de 90 % des citoyens au-

raient été enregistrés, ce qui en fait l'une des plus grandes bases de données biométriques faciales du pays, avec des implications importantes pour la vie privée, la non-discrimination et la liberté de réunion.⁶¹

Il n'existe aucun cas documenté publiquement de retrait systématique de contenus à la demande du gouvernement. Cependant, en 2022, le Centre national de coordination du cyber sécurité (NCSCC) a annoncé un contrôle plus strict des contenus sur les réseaux sociaux afin de lutter contre les fausses informations, l'incitation à la haine, le cyber terrorisme et les abus en ligne.⁶² Présentée comme une mesure de cyber sécurité, cette initiative a marqué le début d'une surveillance accrue des discussions politiques en ligne, des contenus viraux et des plateformes de messagerie privée en vertu des lois existantes sur la cybercriminalité et les TIC.

La Sierra Leone dispose d'un cadre juridique pour la supervision de son appareil de renseignement et de surveillance, prévoyant à la fois un contrôle parlementaire et judiciaire. Le Parlement exerce ce contrôle par l'intermédiaire de commissions telles que la Commission parlementaire de contrôle de la défense, des affaires intérieures et présidentielles et la Commission de la communication, de la

ones-first-data-protection-law/ (consulté le 27 octobre 2025).

56. Le président de la Sierra Leone reçoit un permis de conduire biométrique <https://statehouse.gov.sl/sierra-leone-road-safety-authority-presents-biometric-drivers-license-to-president-julius-maada-bio/> (consulté le 23 octobre 2025).

57. Comme ci-dessus, n -75.

58. Ministère de l'Information et de la Communication <https://moice.gov.sl/nationwide-consultations-begin-on-sierra-leones-first-data-protection-law/> (consulté le 5 novembre 2025).

59. Police de Sierra Leone (SLP) <http://www.police.gov.sl/uncategorized/slp-rolls-out-cctv-cameras-in-bo-city-to-combat-crime/> (consulté le 5 novembre 2025).

60. Autorité nationale de l'état civil (NCRA) <https://ncra.gov.sl/> (consulté le 5 novembre 2025).

61. <https://www.biometricupdate.com/202506/sierra-leone-reaches-93-percent-national-id-coverage-80-percent->

technologie et de l'innovation,⁶³ qui examine les opérations, les lois et les budgets du secteur de la sécurité.⁶⁴ Le contrôle judiciaire s'exerce par le biais d'un tribunal chargé d'examiner les plaintes contre l'Agence centrale de renseignement et de sécurité (CISA), et la Cour suprême statue sur les litiges relatifs aux activités de renseignement et à la divulgation d'informations pour des raisons de sécurité nationale.

Évolutions dans le domaine

des TIC et des technologies

émergentes

Élaboration d'une politique en matière d'IA

Il n'existe pas encore de projet de loi ni de politique sur l'IA en Sierra Leone, mais le gouvernement adopte une approche proactive

en élaborant sa première stratégie globale en matière d'IA par le biais d'une « évaluation de l'état de préparation à l'IA ».⁶⁵ Ce rapport, intitulé « Évaluation des besoins technologiques – Sierra Leone » (⁶⁶), servira de plan directeur pour une politique nationale en matière d'IA et un cadre réglementaire. Cette initiative s'inscrit dans le droit fil de la Politique nationale de développement numérique (2021), qui encourage l'utilisation des technologies émergentes pour relever les défis nationaux dans les domaines de l'éducation, de la santé et de l'administration publique.⁶⁷

En 2019, le gouvernement de la Sierra Leone, par l'intermédiaire de la Direction des sciences, de la technologie et de l'innovation (DSTI), a publié une stratégie nationale d'innovation et de développement numérique (NIDS) sur dix ans. Cette stratégie inclut l'IA comme élément clé, en donnant la priorité à un modèle de « pays-laboratoire d'IA », visant à tirer parti de l'IA et de la science des données pour relever les défis sociétaux et améliorer la prise de décision et la prestation de services du gouvernement.⁶⁸

services-digitized (consulté le 5 novembre 2025).

62. Sierra Leone Observes <https://slobserver.org/wp-content/Library/220811%20NCCC%20%20warns%20public%20against%20engaging%20in%20cyber%20terrorism.pdf>. (consulté le 5 novembre 2025).
63. <https://www.ndi.org/sites/default/files/Sierra-Leone-MP-Roles-Responsibilities-Manual-2008.pdf> (consulté le 19 novembre 2025).
64. https://www.cpahq.org/directory/sierraleone/#:~:text=Le%20site%20web%20du%20Parlement%20de%20la%20Sierra%20Leone%20est%20,*%20Commission%20des%20op%C3%A9rations%20publiques%20*%20Commission%20de%20contr%C3%B4le (consulté le 19 novembre 2025).
65. Ministère de la Communication, de la Technologie et de l'Innovation « La Sierra Leone adopte une approche ciblée en matière d'IA » <https://iafrica.com/sierra-leone-launches-national-ai-readiness-assessment-with-world-bank-support/> (consulté le 14 novembre 2025).
66. [sierra_leone_technology_needs_assessment_final.pdf](https://www.un.org/technologybank/sites/www.un.org.technologybank/files/sierra_leone_technology_needs_assessment_final.pdf) https://www.un.org/technologybank/sites/www.un.org.technologybank/files/sierra_leone_technology_needs_assessment_final.pdf (consulté le 16 mars 2026).

Reconnaissance faciale**et autres technologies****émergentes**

La Sierra Leone a mis en œuvre des technologies de reconnaissance faciale principalement pour l'enregistrement civil via ses cartes d'identité nationales, ainsi que pour la sécurité et l'efficacité dans des domaines tels que la gestion des retraites et le contrôle des frontières.⁶⁹

L'Université de gestion et de technologie (UN-IMTECH) de Sierra Leone a mis en place un système de reconnaissance faciale pour « automatiser les données faciales des étudiants » afin de suivre leur statut.⁷⁰ Un service mobile a été lancé pour la délivrance de cartes d'identité biométriques dans le but d'élargir l'accès à ces cartes.⁷¹

Le gouvernement a élaboré sa Stratégie na-

tionale d'innovation et de transformation numérique (NIDS) 2019-2029, qui vise à orienter les investissements, les politiques et les cadres de gouvernance de la Sierra Leone pour le développement actuel et futur, en faisant référence aux technologies émergentes telles que l'Internet des objets (IoT), la block Chain et l'informatique quantique.⁷² En 2018, une solution de vote numérique basée sur le block Chain a été testée lors de l'élection présidentielle, utilisant un block Chain autorisée pour renforcer la transparence. Bien qu'innovante, cette initiative a suscité des débats sur la confiance, l'accessibilité et la supervision technique.⁷³ En juillet 2024, EON Reality a créé le premier centre d'IA spatiale de Sierra Leone, marquant une étape importante vers la formation d'étudiants et de professionnels aux compétences avancées en technologies d'IA virtuelle, augmentée et spatiale pour des secteurs tels que l'exploitation minière, l'agriculture et les énergies renouvelables.⁷⁴

La Sierra Leone s'est efforcée d'intégrer des consultations multipartites dans l'élaboration de sa politique numérique par le biais

67. Ministère de la Communication, de la Technologie et de l'Innovation https://moci.gov.sl/wp-content/uploads/2024/10/S_L_Digital-Development-Policy.pdf (consulté le 14 novembre 2025).

68. Eta & Associates « Le cadre réglementaire de l'IA en Afrique : focus sur la Sierra Leone et le Nigeria » <https://etaandassociates.com/our-thinking/the-ai-regulatory-framework-in-africa-a-focus-on-sierra-leone-and-nigeria/> (consulté le 14 novembre 2025).

69. « La Sierra Leone s'associe pour mettre en place un système d'identité numérique basé sur la blockchain » <https://www.biometricupdate.com/202511/sierra-leone-partners-to-build-blockchain-powered-digital-id-system> (consulté le 14 novembre 2025).

70. L'Université de gestion et de technologie « UNIMTECH, berceau de l'innovation et de la technologie en Sierra Leone » <https://unimtech.edu.sl/7794/> (consulté le 15 novembre 2025).

71. <https://www.biometricupdate.com/202412/sierra-leone-launches-mobile-service-to-expand-biometric-id-issuance?> (consulté en novembre 2025).

72. Comme ci-dessus, n -88.

73. Forum économique mondial « Les premières élections au monde basées sur la blockchain viennent d'avoir lieu en Sierra Leone » <https://www.weforum.org/stories/2018/03/the-world-s-first-blockchain-powered-elections->

de groupes de travail, de forums publics et d'événements nationaux. La Politique nationale de développement numérique (2021) a bénéficié d'exercices de validation et de consultations d'experts dans les domaines des infrastructures, des compétences numériques et des technologies émergentes.⁷⁵

Par ailleurs, le projet de transformation numérique, mené par le ministère de la Communication, de la Technologie et de l'Innovation (MoCTI), a favorisé la participation du public à travers des ateliers, des sommets numériques intitulés « Sierra Leone Innovates »,⁷⁶ ainsi que des initiatives de sensibilisation, notamment la publication d'une vidéo YouTube sur le projet National Fibre Backbone II.⁷⁷

Inclusion numérique

Selon le recensement de la population et du logement (PHC) de 2015, les personnes handicapées représentaient 1,3 % de la popula-

tion nationale (93 129 personnes), la région du Nord enregistrant le nombre le plus élevé, avec 32 849 personnes handicapées, soit 35,3 % de la population handicapée du pays. La maladie est identifiée comme la principale cause de handicap, suivie des affections congénitales (16,2 %), d'autres causes non précisées (10,5 %), des accidents (8,8 %) et du vieillissement naturel (8,1 %).⁷⁸

Le gouvernement a pris des mesures pour renforcer l'inclusion numérique grâce à des politiques telles que la Politique et le Plan stratégique en matière de technologies d'assistance (AT).⁷⁹ En septembre 2025, la Direction de la science, de la technologie et de l'innovation (DSTI) et la Commission nationale pour les personnes handicapées (NCPD) ont signé un protocole d'accord visant à développer la culture numérique et l'inclusion numérique.⁸⁰ Cette initiative a permis de former 1 000 personnes handicapées aux compétences numériques de base et intermédiaires par l'intermédiaire des centres d'apprentissage numérique de la DSTI à Bo, Kenema, Freetown et Makeni, améliorant ainsi les perspectives d'emploi et d'entrepre-

[just-happened-in-sierra-leone/](#) (consulté le 15 novembre 2025).

74. EON Realty « EON Realty annonce son déploiement national en Sierra Leone avec le lancement du Spatial AI Center et l'introduction de 10 000 cours sur mesure » <https://eonreality.com/eon-reality-announces-national-rollout-in-sierra-leone-with-the-launch-of-spatial-ai-center-and-introduction-of-10000-tailored-courses/> (consulté le 15 novembre 2025).
75. Ministère de la Communication, de la Technologie et de l'Innovation « Le MoCTI organise une journée de consultation des parties prenantes pour faire le point sur l'état des services publics numériques en Sierra Leone » <https://mocti.gov.sl/mocti-hosts-a-one-day-stakeholder-engagement-to-review-the-state-of-digital-public-services-in-sierra-leone/> (consulté le 15 novembre 2025).
76. MoCTI <https://mocti.gov.sl/wp-content/uploads/2025/08/Lite-2025-Sierra-Leone-Innovates-Digital-Government-Summit-Newsletter.pdf> (consulté le 15 novembre 2025).
77. MoCTI <https://mocti.gov.sl/sierra-leone-digital-transformation-project/> (consulté le 15 novembre 2025).

neuriat

En outre, le gouvernement, en collaboration avec le DSTI, a également développé l'application « Leh We Tok », conçue pour autonomiser les personnes souffrant de troubles de la parole et de l'audition.⁸¹ Le directeur technique du DSTI a indiqué que les plateformes numériques seront dotées de fonctionnalités d'accessibilité afin de renforcer la participation, soulignant que cette initiative garantira l'inclusivité et la Co-création à chaque étape de la conception et de la mise en œuvre.⁸²

Sécurité des enfants en ligne

Il n'existe pas de loi spécifique sur les violations des droits des enfants en ligne; toutefois, les lois nationales existantes pertinentes en la matière comprennent la loi sur les droits

de l'enfant, la loi de 2019 sur les infractions sexuelles et la loi de 2021 sur la cybersécurité et la criminalité. L'article 47 de la loi sur la cybersécurité érige en infraction pénale la maltraitance et l'exploitation sexuelle des enfants en ligne, qui sont punissables par la loi.⁸³ Ces lois ne criminalisent pas explicitement et pleinement toutes les formes d'infractions liées à l'exploitation sexuelle des enfants en ligne (OCSEA) et ne contiennent pas de dispositions reconnaissant explicitement les droits et les risques liés au genre auxquels sont confrontées les filles.

Au cours de l'année, on a constaté une augmentation rapide de l'OCSEA en Sierra Leone. Des études montrent que 20 % des filles âgées de 15 à 19 ans ont été victimes d'exploitation sexuelle en ligne,⁸⁴ 24 % des adolescents ont été confrontés au cyber harcèlement et 17 % des jeunes femmes ont été touchées par la cybercriminalité.⁸⁵ En réponse, la Politique globale de sécurité scolaire (2023) a introduit des lignes directrices sur la sécurité en ligne.⁸⁶

78. <https://at2030.org/assistive-technology-policy-and-strategic-plan/&opi=89978449&psig=AOvVaw1YO pB23Y-IUtAy2gdp 1YEpz&ust=1763330813326000> (consulté le 15 novembre 2025).

79. Comme ci-dessus, n- 100.

80. La DSTI et le NCPD signent un protocole d'accord pour promouvoir l'inclusion numérique des personnes handicapées https://www.linkedin.com/company/the-directorate-of-science-technology-and-innovation/posts?lipi=urn%3Ali%3Apage%3Adflagship3detail_base%3BH4u62qixSDmjPnWI%2Bog%2B6A%3D%3D (consulté le 21 octobre 2025).

81. « Le DSTI développe l'application Lek We Tok, une technologie d'assistance destinée aux personnes souffrant de troubles de la parole et de l'audition » <https://lnkd.in/druWWz74> (consulté le 21 octobre 2025).

82. <https://thecalabashnewspaper.com/ncpd-dsti-ink-historic-mou-to-empower-persons-with-disabilities-in-digital-space/> (consulté le 22 octobre 2025).

Fonds de service

universel

En Sierra Leone, le Fonds de service universel est appelé Fonds de développement de l'accès universel (UADF),⁸⁷ Créé par le gouvernement de la Sierra Leone, il a pour mission de garantir un accès équitable aux services de téléphonie mobile et d'Internet haut débit dans tout le pays. L'UADF vise à combler les lacunes en matière de connectivité dans les communautés mal desservies. En 2023, l'UADF a installé des antennes relais à Yoryeama (district de Moyamba) et à Sogbaleh (district de Bonthe), étendant ainsi la connectivité à des communautés comptant respectivement environ 5 000 et 3 500 habitants. En 2024, 47 000 personnes réparties dans 14 communautés, 30 écoles et 10 centres de santé communautaires à travers la Sierra Leone ont désormais bénéficié de l'initiative de connectivité rurale de l'UADF.

Des initiatives complémentaires, telles que l'argent électronique sur téléphone mobile et les bornes de recharge, le Centre de services numériques et de points d'accès de la com-

munauté de Tokeh, ainsi que les pôles TIC, ont amélioré l'accès aux services TIC, soutenu les PME et autonomisé les femmes dans le secteur agricole. Les principales sources de financement des projets et activités de l'UADF comprenaient les recettes provenant de la redevance de service imposée aux fournisseurs de services agréés et les contributions financières de l'Autorité nationale des communications (NATCA).

Toutefois, la transparence reste un sujet de préoccupation. L'UADF n'a pas répondu officiellement aux demandes d'informations concernant l'affectation des fonds, invoquant des processus d'approbation internes. Les informations disponibles proviennent de son rapport annuel 2023.

83. Loi de 2021 sur la cybersécurité et la criminalité, art. 47

84. « Évaluation menée par des filles et des jeunes femmes sur l'exploitation sexuelle en ligne, les abus et la violence sexiste facilitée par la technologie en Afrique » <https://ecpat.org/wp-content/uploads/2025/02/GYW-Led-Assessment-Report-on-OSEA-and-Tech-Facilitated-GBV.pdf> (consulté le 17 novembre 2025).

85. Comme ci-dessus, n-106.

86. Ministère de l'Éducation de base et secondaire https://mbsse.gov.sl/wp-content/uploads/2023/03/2023_Comprehensive-School-Safety-Policyvf-1.pdf (consulté le 17 novembre 2025).

87. Fonds de développement pour l'accès universel <https://uadf.gov.sl/> (consulté le 23 octobre 2025).

Conclusion

La Sierra Leone a fait preuve de progrès notables en matière de transformation numérique, d'innovation politique et d'initiatives d'inclusion. Les améliorations observées en matière de liberté de la presse, de gouvernance numérique et de participation civique témoignent d'un engagement politique en faveur des réformes. Toutefois, des écarts persistent entre les engagements politiques et leur mise en œuvre. La faiblesse de la protection des données, la surveillance limitée des technologies émergentes, l'application inégale des lois sur la cybersécurité et les inégalités numériques persistantes continuent de nuire

à la confiance et à la protection des droits.

Pour renforcer son environnement en matière de droits numériques, la Sierra Leone doit accélérer l'adoption du projet de loi sur la protection des données, intégrer des garanties en matière de droits humains dans la gouvernance de l'IA et des technologies émergentes, renforcer la surveillance indépendante et investir dans l'accès équitable et la culture numérique. Grâce à des réformes soutenues, le pays est bien placé pour consolider ses acquis et progresser vers un avenir numérique plus inclusif et respectueux des droits.

Recommandations

Le gouvernement devrait:

- Modifier la loi sur le cyber sécurité et la criminalité (2021) afin de supprimer les dispositions qui criminalisent l'expression légitime en ligne et d'aligner son application sur les normes régionales et internationales en matière de droits humains.
- Adopter et appliquer une loi complète sur la protection des données, prévoyant notamment la création d'une autorité indépendante et dotée de ressources suffisantes, chargée de la protection des données et dotée de

pouvoirs d'enquête et de recours.

- Garantir un accès à Internet sans interruption en interdisant les coupures et les limitations de débit, sauf dans des circonstances strictement légales, nécessaires et proportionnées.
- Mettre en place des garanties claires, un contrôle judiciaire et la publication de rapports publics sur les technologies de surveillance, les processus d'approvisionnement et les pratiques de traitement des données.
- Investir dans des infrastructures Internet abordables et fiables, en particulier dans les zones rurales et mal desservies, et renforcer l'utilisation efficace et la transparence des fonds destinés à l'accès universel.
- Dispenser aux ministères et aux agences de sécurité une formation axée sur les droits humains en matière de vie privée et de droits numériques, et institutionnaliser des consultations multipartites constructives dans l'élaboration des politiques numériques.

Les organisations de la société civile devraient :



- Développer les campagnes de sensibilisation aux droits numériques et documenter et signaler systématiquement les violations, y compris l'utilisation abusive des lois sur la cybercriminalité, les abus en matière de surveillance et les perturbations de l'accès à Internet.
- Constituer des coalitions entre les secteurs des droits humains, des médias, du droit et des technologies afin de coordonner le plaidoyer, de partager l'expertise et de répondre efficacement aux menaces pesant sur les droits numériques.
- Dispenser des formations en sécurité numérique aux journalistes, aux militants et aux défenseurs des droits humains ; plaider en faveur de la transparence et de garanties dans les systèmes biométriques et de surveillance ; et soutenir les recours stratégiques d'intérêt public.
- Apporter une contribution experte et fondée sur les droits aux projets de loi et aux politiques numériques nationales, en particulier en matière de protection des données, d'IA et de cyber sécurité.

Le secteur privé devrait:



- Mettre en œuvre des politiques internes rigoureuses en matière de protection des données et de cybersécurité, garantissant une collecte éthique des données, un stockage sécurisé et une protection contre les violations et les utilisations abusives.
- Publier régulièrement des rapports de transparence sur la modération des contenus, les pratiques en matière de données et les demandes des pouvoirs publics, et réaliser des évaluations d'impact sur les droits humains pour les produits et services numériques.
- Investir dans l'extension des infrastructures numériques dans les zones mal desservies et promouvoir l'inclusion grâce à des forfaits de données abordables, des appareils subventionnés et des initiatives de promotion de la culture numérique.
- Collaborer avec la société civile, le monde universitaire et les pouvoirs publics afin de renforcer la culture numérique, la sensibilisation à la protection de la vie privée et les efforts de renforcement des capacités en matière de cybersécurité.

Les médias devraient:











- Renforcer les compétences des journalistes en matière de culture numérique, de cybersécurité et de protection des données afin d'améliorer la sécurité en ligne et de garantir des pratiques de reportage sûres.
- Développer le journalisme d'investigation sur la gouvernance numérique, la surveillance, la protection des données, les coupures d'Internet et les questions de sécurité des enfants en ligne.
- Respecter les normes éthiques dans le journalisme en ligne, lutter contre la désinformation et participer activement aux débats politiques sur les lois numériques et la liberté de la presse.
- Renforcer les associations de médias afin de fournir une aide juridique, des actions de plaidoyer et des réseaux de soutien aux journalistes confrontés à des menaces numériques, et produire des contenus destinés au grand public sur la sécurité en ligne, le droit à la vie privée et l'utilisation responsable du numérique.





Indice The Score

Sierra Leone, 2025

1. Totalement non conforme; 2. Légèrement conforme – ce qui correspond à une tentative modeste de conformité présentant des lacunes importantes; 3. Conformité modérée – avec des domaines à améliorer ; 4. Conformité considérable – quelques domaines à réformer ; 5. Entièrement conforme - Aucune préoccupation

Indicator	ACHPR Principe	2025 Score	2025 Justification
Coupures d'Internet	P38(2)		En 2025, il n'y a eu aucune coupure d'Internet, même pendant les élections de 2023, ce qui indique une légère amélioration en matière de perturbations d'Internet.
Absence de lois, de politiques et d'autres mesures visant à promouvoir un accès universel, équitable, abordable et significatif à Internet	P37		Il existe une loi, la loi de 2022 sur l'Autorité nationale des communications, et le gouvernement, par le biais du Fonds de service universel, également connu sous le nom de Fonds de développement de l'accès universel, a mis en œuvre de nombreuses initiatives visant à réduire la fracture numérique dans le pays.
Criminalization des fausses information	P22(2)		La législation en vigueur en Sierra Leone continue de criminaliser les propos tenus en ligne, ce qui a conduit à des arrestations et des poursuites sporadiques entre 2020 et 2025.

Indicator	ACHPR Principle	2025 Score	2025 Justification
Legislation sur la sédition	P22(2)		Les dispositions relatives à la sédition et à la diffamation figurant dans la partie V de la loi sur l'ordre public ont été abrogées en 2020.
Arrestations arbitraires et harcèlement des médias, des défenseurs des droits humains et des citoyens	P20(1) & (2)		On a constaté un taux élevé de menaces, de harcèlement, d'agressions et d'intimidations à l'encontre de journalistes, défenseurs des droits de l'homme et militants en 2024 et 2025.
Législation sur la protection des données.	P42		La Sierra Leone ne dispose pas encore d'une loi complète sur la protection des données, mais la validation nationale finale du projet de loi de 2025 sur la protection des données a été achevée ; celui-ci est toujours en attente d'adoption.
Suppression de contenus en ligne sans procédure	P38 and P39(4)		La Sierra Leone n'a enregistré aucun cas documenté de blocage ou de filtrage ordonné par le gouvernement et mis en œuvre par Meta ou TikTok en 2024 et 2025. Cependant, entre 2020 et 2023, quatre demandes gouvernementales de retrait de contenu provenant de Sierra Leone ont été enregistrées.
Atteinte à la vie privée des communications	P41		La loi sur la cybersécurité autorise la surveillance mais ne prévoit pas d'exigences claires en matière de nécessité et de proportionnalité, ce qui soulève des conflits potentiels avec l'article 4 de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples (CADHP).

Indicator	ACHPR Principle	2025 Score	2025 Justification
Manque de communication proactive de la part du gouvernement concernant les technologies numériques.	P29(3)	 3	Les sites web de la plupart des institutions gouvernementales ne sont pas mis à jour régulièrement afin de se conformer pleinement à la loi de 2013 sur l'accès à l'information, qui prévoit la divulgation et la diffusion proactives d'informations.
Stratégies nationales en matière d'IA et de technologies émergentes	P39(6)	 2	Il n'existe pas encore de projet de loi ni de politique sur l'IA en Sierra Leone, mais le gouvernement adopte une approche proactive en élaborant sa première stratégie globale en matière d'IA par le biais d'une « évaluation de l'état de préparation à l'IA ». Ce rapport s'intitule « Évaluation des besoins technologiques - Sierra Leone ».
Adoption de lois, de politiques et de mesures spécifiques en faveur des enfants visant à promouvoir leur sécurité numérique et la protection de leur vie privée en ligne	P37(5)	 1	La Sierra Leone ne dispose pas de loi ou de politique spécifique axée sur la sécurité numérique des enfants. Cependant, il existe des lois nationales qui criminalisent les violations commises à l'encontre des enfants en ligne.
Inclusion numérique	P37(3)	 2	Le gouvernement a mis en œuvre de nombreuses initiatives et stratégies visant à favoriser l'inclusion numérique et le développement numérique dans le pays.

Total (out of 60):

2025
33



374 Borno Way, Yaba 101245, Lagos, Nigeria.
www.paradigmhq.org